

Une guerre majeure toujours possible et moins improbable

Jean-Baptiste Jeangène Vilmer | 27 janvier 2022 | ARTICLES | 



À l'heure où la pression militaire russe autour de l'Ukraine fait craindre une offensive imminente, la formule que Raymond Aron utilisait en [1948](#) pour décrire l'équilibre nucléaire de la guerre froide – « Paix impossible, guerre improbable » – est-elle encore valable ? « Paix toujours impossible, guerre un peu moins improbable » pourrait-on lui répondre aujourd'hui. Dans un cas comme dans l'autre, la guerre dont on parle n'est pas n'importe quel affrontement armé, mais une guerre dite « majeure », entre grandes puissances. La question de l'obsolescence des guerres majeures a suscité depuis la parution de *Retreat from Doomsday: The Obsolescence of Major War* de John Mueller (1989) un [débat important](#) en anglais, avec des ramifications [en français](#). Dans les années 1990 et 2000, la thèse majoritaire semblait être celle de [« l'absence de risque de guerre majeure, au plan international, entre les grandes puissances »](#). Cela a changé depuis. Dans un article de 1999 intitulé [« Is Major War Obsolete ? »](#), Michael Mandelbaum défendait encore la thèse de l'obsolescence. Dans un article de 2019 intitulé [« Is Major War Still Obsolete ? »](#), il estimait que la guerre majeure était « moins obsolète » qu'avant, c'est-à-dire qu'elle était « devenue moins improbable ».

L'évolution de cette perception est due non seulement à des raisons structurelles, comme la montée en puissance de la Chine, mais aussi à des progrès technologiques, avec le développement d'armes déstabilisant la dissuasion traditionnelle, et à des événements révélateurs, comme l'annexion de la Crimée en 2014 et la guerre du Donbass depuis. La publication début novembre 2021 de la *Vision stratégique* du chef d'état-major des armées (CEMA) français confirme que l'objectif est désormais que nos forces soient « prêtes en permanence à faire face à un conflit majeur, agissant dans tous les milieux et champs de confrontation ». Ces derniers mois, la rumeur persistante de l'imminence d'une (nouvelle) invasion russe de l'Ukraine – qu'elle soit ou non crédible – a de nouveau reposé la question de la possibilité, et de la probabilité, d'une guerre majeure.

Pourquoi il est difficile de répondre à la question

Le débat sur l'obsolescence des guerres majeures en est d'abord un sur la définition : de quoi parle-t-on exactement ? La notion

est doublement vague, d'abord parce que la guerre elle-même ne fait l'objet d'aucune définition consensuelle (la question de son seuil, en particulier, est problématique : à partir de quel degré de violence et/ou d'organisation, et de combien de victimes, peut-on parler d'une « guerre » ?) ; ensuite parce que l'épithète « majeure » est avant tout une question de perception. Majeure pour qui ?

Du point de vue de l'État qui la mène, une guerre majeure est une opération dans laquelle il engage d'importants moyens. Le [général Lecointre](#) parlait de ce « moment où une nation ou une société va être obligée de concentrer l'essentiel de ses efforts humains, matériels, financiers, économiques, pour défendre son modèle de société, sa culture, son existence même ». Pour cette raison, la guerre majeure est une condition nécessaire mais insuffisante de la guerre totale, qui ajoute un enjeu idéologique s'exprimant notamment par [une « volonté d'anéantissement de l'ennemi » et « la contamination par la guerre de tout l'espace politique »](#). Mais du point de vue des hommes et les femmes qui font la guerre ou qui en subissent les effets, la question n'a tout simplement pas de sens, car toutes les guerres sont majeures. Il n'y a pas de guerre « mineure », car l'emploi de la force armée, comme toute décision de tuer, n'est jamais anodin.

Cela étant dit, quand on parle de « guerre majeure », ce n'est pas en général par opposition à des guerres qui seraient « mineures » et qu'on serait bien en mal de nommer. C'est plutôt pour l'opposer à la guerre « irrégulière » ou « asymétrique » – ce qui signifie, en creux, que la guerre majeure est comprise comme régulière ou symétrique, c'est-à-dire basée sur le choc frontal entre deux armées de puissance similaire. De ce point de vue, la guerre majeure serait [un conflit de haute intensité](#). Les deux ne doivent toutefois pas être confondus : d'une part, les guerres majeures ne sont pas nécessairement de haute intensité. Elles pourraient même ne pas être « chaudes » si, comme l'historien [Georges-Henri Soutou](#), l'on estime que la guerre froide était une guerre majeure. Ou elles peuvent ne pas être tout le temps de haute intensité, comme semble l'indiquer le CEMA dans sa *Vision stratégique* qui formule [« l'hypothèse d'un engagement majeur, incluant des phases de haute intensité dans tout ou partie des milieux et des champs »](#). D'autre part et inversement, toutes les guerres de haute intensité ne sont pas des guerres majeures, comme en témoigne [le cas de la guerre du Nagorno-Karabakh de 2020](#).

Dans la littérature anglophone initiale, les « guerres majeures » désignent en général [« des conflits armés se déroulant à grande échelle entre grandes puissances industrielles, et dans lesquels la technologie joue un rôle décisif »](#). Mais cette définition, qui a été élaborée en référence aux deux guerres mondiales, est discutable : la technologie est-elle forcément un critère ? La guerre majeure n'implique-t-elle forcément que des grandes puissances ? Est-elle forcément interétatique ? Les exemples de guerres majeures cités dans la littérature scientifique sont généralement des conflits armés internationaux : cela signifie-t-il pour autant l'impossibilité pour une « guerre civile » d'être qualifiée de majeure ? L'un des symptômes de [la crise de l'ordre westphalien](#) étant la multiplication des acteurs non étatiques, dont certains ont une ambition transnationale, à quoi ressemblerait une guerre majeure post-westphalienne ?

En outre, si les guerres majeures sont des guerres entre grandes puissances, le résultat n'est pas le même selon que l'on parle de puissances politiques ou militaires. Politiquement, il faut distinguer entre des puissances qui sont grandes globalement (une guerre majeure impliquerait au moins deux membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies par exemple) et d'autres qui le sont régionalement (de sorte que les guerres Iran-Irak, Israël-Égypte, Argentine-Royaume-Uni auraient pu être qualifiées de « majeures »). [Militairement](#), les guerres majeures seraient celles « entre États dotés de moyens offensifs et défensifs appartenant au haut du spectre capacitaire (armées de terre plus robustes dotées de moyens de frappe à distance, aviation de combat de 4^e ou de 5^e génération, forces navales sous-marines et de haute mer, missiles à longue portée sol-sol, mer-sol et sol-air, armes hypersoniques, moyens spatiaux autonomes). » Si les guerres majeures sont des guerres intenses et/ou longues, alors elles n'impliquent pas nécessairement de grande puissance et la deuxième guerre du Congo, appelée aussi « première guerre continentale africaine », opposant la République Démocratique du Congo à ses voisins de 1998 à 2002, pourrait être considérée comme une guerre majeure. Et si les guerres majeures sont des guerres ayant un impact global, alors le conflit israélo-palestinien, ou la guerre d'Afghanistan et l'invasion de l'Irak dans le cadre de la guerre américaine [mal nommée](#) « contre le terrorisme », seraient des guerres majeures.

Quoi qu'il en soit, et c'est la conclusion inévitable de toute tentative de définition, la notion de « guerre majeure » reste vague. Elle semble désigner un affrontement armé direct et à grande échelle entre deux grandes puissances, alors que ce qui qualifie exactement cette puissance, comme la durée et l'intensité du conflit, peuvent donner lieu à des interprétations diverses, voire divergentes.

Elle pose par ailleurs une difficulté psychologique. Pour nous qui vivons dans des continents pacifiés, il nous est particulièrement difficile d'admettre que des guerres majeures sont encore possibles parce que cela reviendrait à admettre la possibilité de notre destruction totale, donc à imaginer l'inimaginable, penser l'impensable. C'est ce qu'on appelle en psychologie *l'évitement défensif* : la tendance à refuser de percevoir et de comprendre un stimulus qui serait extrêmement menaçant. Elle fait

partie des principales [perceptions erronées de la menace en relations internationales](#). Dans la réponse à cette tentation de l'évitement, certains États sont plus avancés que d'autres : [la Suède](#), notamment, qui a une doctrine de [« défense totale »](#), se prépare militairement et psychologiquement à l'éventualité d'une guerre majeure, et y prépare sa population.

Pourquoi les guerres majeures sont improbables

Les guerres majeures restent improbables pour une série de raisons. D'abord, des raisons liées à [l'évolution des conflits armés](#). C'est une banalité de le rappeler : [la guerre interétatique est « en voie de quasi-disparition »](#). Les conflits dits irréguliers ou asymétriques sont devenus la norme. La guerre du Nagorno-Karabakh de 2020 qui a vu s'affronter l'Azerbaïdjan et l'Arménie est l'exception qui confirme la règle, et pour cette raison l'on a d'ailleurs cherché à en tirer [des enseignements](#).

Cela ne veut pas dire que la violence ou même la guerre en général décline : cette thèse fameuse, popularisée notamment par Steven Pinker dans son ouvrage à succès *The Better Angels of Our Nature* (2011), est contestée de manière convaincante par plusieurs chercheurs, notamment [Bear F. Braumoeller](#) qui montre que la baisse apparente des violences est un artefact statistique (il faudrait qu'elle se prolonge pendant une centaine d'années pour pouvoir parler de tendance, et pas de fluctuation). Ce qui est exact est que ce type particulier de guerre que sont les conflits armés internationaux (c'est-à-dire les guerres interétatiques), a fortiori ceux d'entre eux qui peuvent être qualifiés de « majeurs », est aujourd'hui moins fréquent.

Pourquoi ? Pour des raisons [réalistes, libérales et constructivistes](#). Les réalistes l'expliquent par l'accroissement de la puissance destructrice des armements, qui a rendu prohibitif le coût des guerres majeures. C'est vrai en premier lieu des armes nucléaires : comme le rappelle Nicolas Roche, [« L'objectif de la dissuasion est la prévention des guerres majeures »](#). Les libéraux y voient plutôt le fruit du développement des institutions et des normes, en particulier la prohibition de l'usage de la force ([jus contra bellum](#)) ; de la gouvernance mondiale ; de la démocratisation (c'est [la théorie de la paix démocratique](#)) ; ou encore [le développement du commerce international et de l'interdépendance](#). En 1957, Karl Deutsch introduit même l'idée de [« communauté de sécurité »](#) dont les membres partagent un sentiment d'appartenance, de sympathie et de confiance mutuelles qui semble exclure la possibilité de la guerre. Le constructivisme qui émerge dans les années 1990 prolongera cette approche en s'intéressant aux perceptions des intérêts et des identités. L'ensemble de ces explications – réalistes, libérales et constructivistes – sont complémentaires et non exclusives.

Cette moindre probabilité des guerres majeures est en soi une bonne chose – [cette « débellicisation » est à la fois un symptôme et une cause du « progrès humain »](#) – mais elle pose un certain nombre de problèmes. D'abord, parce que nos armées qui s'adaptent aux menaces [perdent la masse](#), le format et les équipements nécessaires à la conduite d'une guerre majeure. Et, dans les démocraties libérales au moins, il est difficile de convaincre la population et les politiques de financer un effort de défense pour se préparer à une forme de conflit qui peut leur sembler très improbable.

Ensuite, parce que ce n'est pas seulement la guerre majeure qui disparaît, mais la guerre tout court qui se recompose dans [des états de violence](#) sans nom. [« La guerre est un mécanisme de cantonnement de la violence »](#) (seul un petit groupe se bat au nom de tous dans un espace limité) et l'hostilité sociale ayant besoin de vecteurs d'expression, moins la violence est cantonnée dans la guerre, plus elle s'écoule en dehors ». Le risque de cette « dilution de la guerre » est alors son remplacement par une conflictualité permanente, un état généralisé de [« guerre avant la guerre »](#) qui ne présente aucune garantie de rester sous le seuil puisqu'il s'agit du premier stade du continuum, donc d'une pente glissante, entre compétition, contestation et affrontement.

Pourquoi les guerres majeures sont toujours possibles et moins improbables

Les relations internationales sont devenues particulièrement volatiles. L'été 2014, que le ministre français des Affaires étrangères de l'époque avait appelé [« l'été de toutes les crises »](#) parce qu'il concentrait la plupart des symptômes du désordre mondial (Ukraine, Syrie, Irak, Sahel, Libye, Israël/Palestine, mer de Chine, Ebola), avait joué un rôle de révélateur de l'état de nature hobbesien dans lequel les relations internationales semblent revenues. Depuis, la tension n'est pas retombée : les crises s'enchaînent et certaines s'aggravent. Le fait qu'aucune d'entre elles n'ait pour l'instant escaladé jusqu'au seuil d'une guerre majeure ne signifie pas que ce serait impossible. Certaines crises en ont le potentiel, pour les raisons suivantes.

Ces turbulences sont principalement liées à l'état de transition de l'ordre mondial, qui est sorti du [« moment unipolaire »](#) des années 1990, dominé par les États-Unis, pour entrer non pas dans un monde « multipolaire » (qui relève davantage de la pensée désidérative que de la réalité), mais dans une phase de transition qui est [une bipolarisation](#). L'affaiblissement de l'hégémon américain et le rattrapage chinois rendent la situation instable, augmentant mécaniquement le risque de confrontation armée entre les deux – c'est [le « piège de Thucydide »](#) décrit par Graham Allison. Ce n'est pas le seul facteur : la diffusion de la puissance est également due à l'émergence d'autres acteurs étatiques et non étatiques et à la démocratisation des technologies destructives et de l'information, qui fait que les individus et les groupes peuvent plus facilement qu'avant projeter leur puissance,

comme l'illustre ce qu'on a appelé « l'hyperterrorisme » ou le « terrorisme militarisé ».

La question est de savoir dans quelle mesure la multiplication des crises et le durcissement des relations internationales sont susceptibles de générer ou permettre une guerre majeure. « La guerre arrive parce que rien ne l'empêche », écrivait Kenneth Waltz. C'est l'un des axiomes du réalisme : le système international est anarchique au sens où il n'y a pas d'autorité supra-étatique détenant le monopole de la violence légitime et donc susceptible d'empêcher les conflits. De ce point de vue, rien n'empêche la guerre – sauf la force, c'est-à-dire la dissuasion nucléaire. En principe, rappelle Alice Guitton, « l'un des remparts contre toute guerre majeure, c'est bien sûr notre dissuasion nucléaire et sa crédibilité ».

Le problème est que ce rempart est effrité par plusieurs phénomènes. En Europe, les Russes déconstruisent l'architecture de sécurité et de maîtrise des armements, avec le retrait du traité sur les forces armées conventionnelles (FCE) et du traité Ciel ouvert, et la violation des traités New START (*Strategic Arms Reduction Treaty*) et sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI). À cela s'ajoutent des crises de prolifération locales : la Corée du Nord en premier lieu, mais également l'Iran dont le programme nucléaire continue de se développer (sans que l'AIEA puisse faire d'inspections depuis février 2021), comme son programme balistique – le paradoxe étant que, de leur point de vue, c'est précisément pour se prémunir contre un risque de guerre majeure que ces deux États développent des armes nucléaires. La Chine s'est aussi lancée dans la diversification et l'augmentation de ses têtes nucléaires – dont le nombre pourrait doubler dans la prochaine décennie. Certaines évolutions doctrinales sont également préoccupantes, lorsque des doctrines de dissuasion deviennent des doctrines d'emploi : plusieurs États, notamment la Russie, la Chine et la Corée du Nord, ont des pratiques qui relèvent clairement de l'intimidation nucléaire. Dans ce contexte, on observe l'affaiblissement de la dissuasion nucléaire comme modérateur d'initiatives belliqueuses. Une guerre majeure avec un usage limité d'armes nucléaires est déjà envisagée dans les doctrines russes, chinoises, pakistanaïses, indiennes, mais aussi américaines.

Trois régions en particulier présentent le plus grand risque de guerre majeure au moment d'écrire ces lignes : l'Asie, en particulier la péninsule coréenne et le détroit de Taïwan ; le Moyen-Orient où, après avoir été l'un des facteurs d'évitement d'une guerre majeure, le nucléaire (iranien cette fois) pourrait en déclencher une (commençant par des frappes israéliennes) ; et enfin l'Europe orientale, en particulier l'Ukraine. Comme l'écrivait Hew Strachan avant même l'annexion de la Crimée, « sur le Vieux Continent, l'insouciance des Européens de l'Ouest quant au danger d'une guerre majeure, d'une guerre entre États, ne doit pas être projetée telle quelle sur leurs alliés d'Europe centrale » qui eux ont toujours eu conscience que « leur proximité avec la Russie impliquait la persistance de vrais dangers ».

En dépit d'une impression d'accroissement du risque ces dernières années, cette sélection des « points chauds » de l'année 2022 est en réalité à peu près la même depuis la fin de la guerre froide, car elle est le produit de raisons structurelles. Dès les années 1990, l'Ukraine était déjà identifiée comme étant exposée à un risque de conflit majeur avec la Russie, ce qui faisait d'ailleurs dire à John Mearsheimer en 1993 que Kiev ne devrait pas renoncer aux armes nucléaires dont elle disposait à l'époque, la dissuasion étant sa seule chance face à Moscou. On connaît la suite de l'histoire : Kiev signe le mémorandum de Budapest par lequel elle accepte de se désarmer contre des promesses (de non-recours à la force et de respect de son intégrité territoriale) qui ne seront pas tenues. En 1999 également, Michael Mandelbaum estimait que « le détroit de Taïwan, la frontière russo-ukrainienne et peut-être aussi la péninsule de Crimée (...) sont les endroits les plus dangereux de la planète ». C'est toujours le cas.

En conclusion, ce n'est certainement pas la fin des guerres majeures – une expression à prendre avec des pincettes puisqu'elle n'a pas de signification précise. Leur probabilité reste faible, mais le désordre mondial actuel les rend un peu moins improbables. Pour les anticiper et tenter de les prévenir, il faut non seulement savoir où et comment elles sont le plus susceptibles d'apparaître, mais aussi quelles formes elles pourraient prendre. Les guerres majeures futures ne ressembleront pas à la Seconde Guerre mondiale et la difficulté est précisément de s'extraire de cette imagerie qui fausse nos perceptions. En raison de la nature même des armements, mais aussi de l'« ivresse de la vitesse » qui caractérise l'évolution de la conflictualité et dont témoigne notamment le développement des armes hypersoniques, il y aurait notamment des raisons de croire que les guerres majeures futures seront relativement brèves et brutales, à l'opposé des conflits de plus basse intensité qui s'étirent au risque de devenir des « guerres sans fin ». Mais cela reviendrait sans doute à confondre la guerre avec l'une des opérations qui la composent, et qui par sa brutalité lui ferait dépasser temporairement un certain seuil. En réalité, un tel affrontement n'arriverait pas par hasard : il ne serait que le passage à l'acte d'une guerre qui était déjà majeure en puissance, tout en restant sous le seuil et en cultivant l'ambiguïté. Avant d'atteindre un point culminant qui la révèle comme telle, la guerre majeure commence plus discrètement, par des actions de « guerre hybride », voire de « guerre cognitive » qui, elles, s'inscrivent dans le temps long. De ce point de vue, la prochaine guerre majeure a déjà commencé.



Jean-Baptiste Jeangène Vilmer

Jean-Baptiste Jeangène Vilmer ([@jeangene_vilmer](#)) est directeur de l'[Institut de recherche stratégique de l'École militaire \(IRSEM\)](#) et membre du comité de direction du Rubicon. Ses recherches portent sur les relations internationales et les nouvelles formes de conflictualité. Il a notamment publié sur les théories des relations internationales, la sécurité collective, l'interventionnisme militaire, la guerre à distance (éliminations ciblées, drones armés, systèmes d'armes létaux autonomes), ou encore la « guerre hybride ».

Comment citer cette publication

Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, « Une guerre majeure toujours possible et moins improbable », *Le Rubicon*, vol. 2, 27 janvier 2022 [<https://lerubicon.org/une-guerre-majeure-toujours-possible-et-moins-improbable/>].